

# Pour une francophonie concrète

RÉUNIS aujourd'hui à Paris, les ministres des Affaires étrangères des principaux pays francophones du monde arrêteront les procédures, fixeront le calendrier et décideront de l'ordre du jour, des thèmes prioritaires devant servir pour les travaux de l'éventuel sommet de la francophonie. À moins de difficultés de dernière heure, ce dernier rassemblera plus de 30 chefs d'État et de gouvernement à Paris en février prochain.

Lancée voilà plus d'un quart de siècle par le président Léopold Senghor, l'idée d'un rassemblement organique de la francophonie mondiale a survécu à bien des naufrages. Perdue et retrouvée, elle triomphe aujourd'hui, du moins formellement; les projets qui la justifieront à long terme étant toujours à venir, et les obstacles à surmonter, nombreux et majeurs.

L'idée même de francophonie fait problème. Mise à part la France, et encore certains contestent son caractère d'unité linguistique, aucun pays dans le monde pouvait afficher ce caractère d'unité. Parlée par 100 millions de personnes, la langue française règne partout dans des univers linguistiques et culturels diversifiés. Du créole aux langues vernaculaires d'Afrique, de l'arabe à l'anglais, du néerlandais au vietnamien, les voisinages traduisent l'extrême diversité des histoires et des cultures, nourrissant les communautés humaines qui utilisent la langue française, cette langue dite commune par les uns, là où d'autres insistent sur la diversité même de ses manières d'être. Bref, au strict plan linguistique, l'idée de francophonie mondiale

ne s'impose pas avec une fulgurante clarté. De plus, examinée sous l'angle politique, elle recèle de redoutables obstacles. On pense notamment à la pluralité des régimes politiques, à la disparité des niveaux de développement et aux aires culturelles multiples qui la fragmentent et la sollicitent en des directions divergentes.

Les travaux conduits aujourd'hui même à Paris doivent capitaliser sur des convergences limitées et pour le reste emprunter aux méthodes et directions déjà retenues par d'autres rassemblements de nations autour de concepts plus ou moins serrés. L'exemple du Commonwealth sera certes d'une certaine utilité, bien que ses bases soient en un sens plus claires.

Pour s'imposer rapidement dans la communauté internationale, la francophonie a besoin d'un espace économique qui n'existe pas. Un solide espace scientifique et technologique pourrait compenser cette faiblesse. Mais, de ce côté aussi, les réalités apparaissent encore embryonnaires. Porté par des mises en commun toujours limitées, l'espace culturel commun est-il, à lui seul assez solide, assez large pour supporter le projet de la francophonie? Il est permis d'en douter.

Paradoxalement ce bilan peu engageant appelle et justifie l'entreprise du sommet. C'est partout et en tout domaine, l'extrême éparpillement des ressources et des projets qui marginalisent la francophonie dans le monde. D'où la nécessité d'un examen approfondi et durable des intérêts et des volontés des uns et des

autres à construire des réseaux nouveaux et à imaginer, si la chose apparaît possible, la mise en place, la consolidation des espaces économiques, scientifiques et culturels de la francophonie. D'où la nécessité aussi de réformes profondes des instances et des regroupements de la francophonie. On pense notamment à l'état de dégradation de l'Agence de coopération scientifique et technique qui se réunira à Dakar, dès lundi prochain.

Certains se font du sommet de février une idée grandiose et attendent, de la première réunion des chefs d'États et de gouvernements de pays francophones, des retombées immédiates et éclatantes. Des perspectives plus modestes s'imposent. La langue française est sans doute l'une des grandes langues du monde qui apparaît la plus menacée en raison notamment de l'expansion de la langue anglaise et des réalités démographiques qui ont changé, depuis un quart de siècle, la géo-linguistique du monde. Les splendeurs d'un sommet parisien ne modifieront pas un tel état de fait. Elles pourraient cependant freiner les forces centrifuges qui, à ce jour, ont bloqué la formation de la francophonie. Mais pour ce faire, on devra réaliser que le projet de la francophonie à naître recouvre étroitement le schéma Nord-Sud et commande en conséquence une politique de coopération qui soit vraie c'est-à-dire conjointe, concrète, c'est-à-dire moins utile aux politiciens du Nord qu'aux populations du Sud.

— JEAN-LOUIS ROY